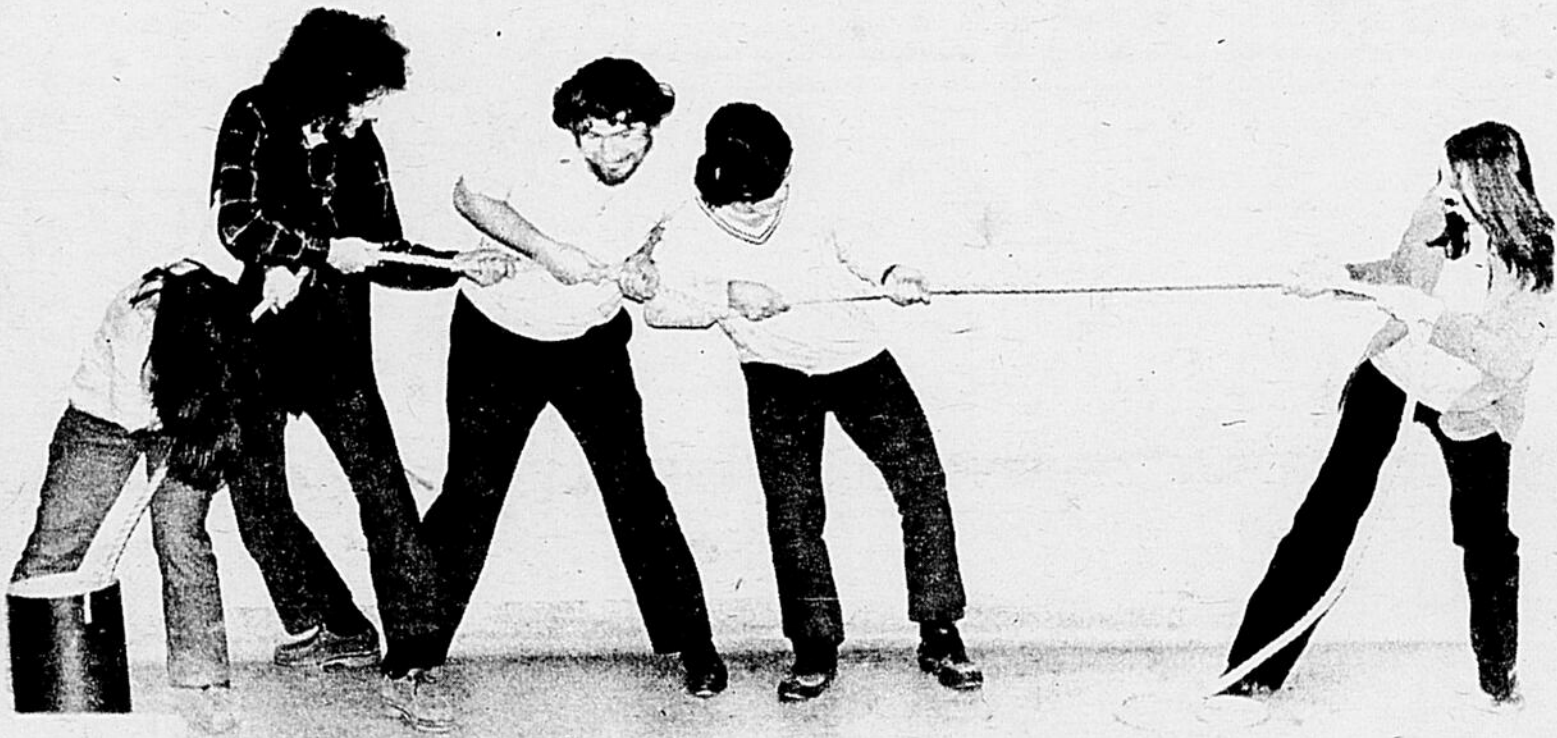


Volume 58

DU QUARTIER LATIN, 9 FEVRIER 1976, NO. 19

“Le IVe congrès de l’ANEQ:



2 tendances s’affrontent”

Dossier ANEQ.....	p. 4-5
Boycottons la “Molson”.....	p. 6
Semaine d’étude en histoire.....	p. 8

Soutenons la lutte des travailleurs contre Vilas (Propriété de MOLSON)



Volume 58

VOLUME 58 du Quartier Latin, No. 19, 9 février 1976. Les nouveaux collaborateurs sont les bienvenus au Volume 58. Les réunions de préparation ont lieu le JEUDI à 18 h. au 6ième étage du Centre Communautaire [C-6526]. La discussion des textes à paraître a lieu le mercredi à 6 h. au 4023 du Pavillon des Sciences Sociales. Nous lançons une invitation spéciale aux gens de l'UQUAM qui sont intéressés à venir travailler avec nous. Les photos qui paraissent dans le journal sont prises avec une caméra OLYMPUS OM-1 qu'on peut se procurer aux magasins de Services-Campus.

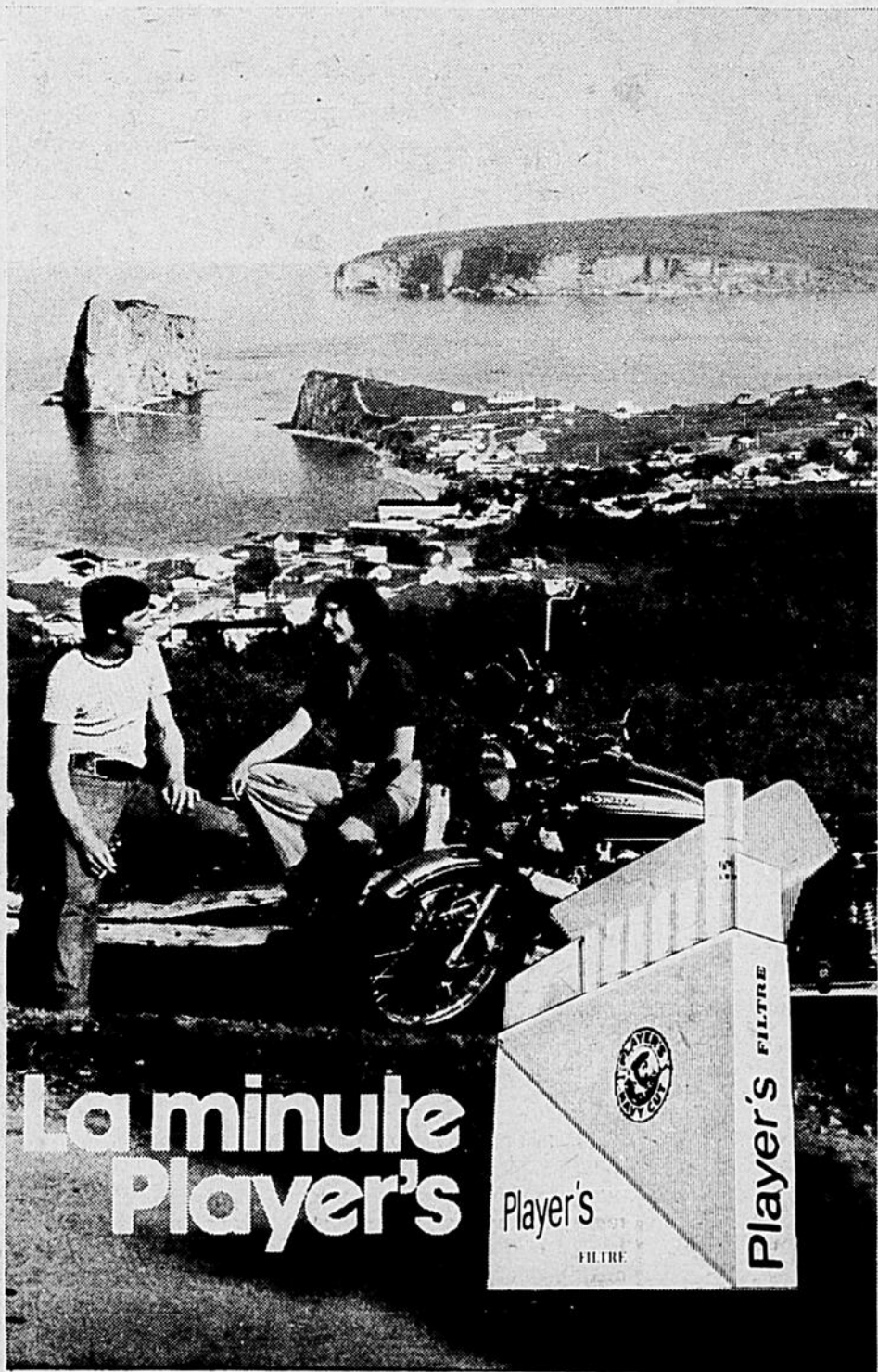
COLLABORATEURS
Pierre Paquette
Pierre Tourangeau
Diane Bélanger
Alexandra Hobden
Viateur Boutot
Michel Desmarais
Pierre Duhamel
Claude Péclot

COORDINATION TECHNIQUE
Maryse Turcotte
André Lemire

Depôt légal
BIBLIOTHEQUE NATIONALE.

Composition et montage
SST Typesetting

Impression
Payette et Simms Inc.

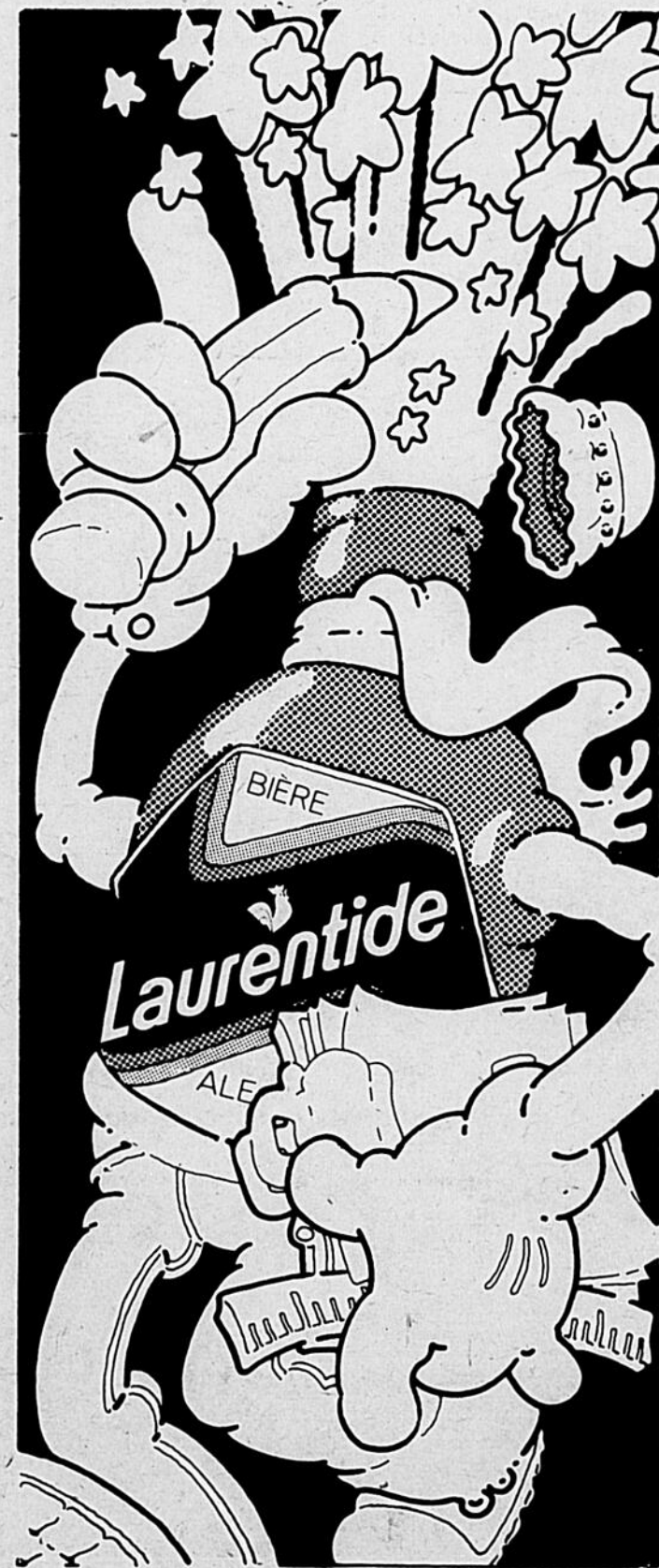


**La minute
Player's**

Player's
FILTRE

Player's
FILTRE

Avis: Santé et Bien être social Canada considère que le danger pour la santé croit avec l'usage - éviter d'inhaler.
Moyenne par cigarette - Format régulier: "goudron" 19 mg, nicotine 1.4 mg.



L'ECOLE DE TRADUCTION: COMMENT VENDRE SON PRESTIGE

A la suite d'une transaction récente, 387 étudiants en traduction se retrouveront peut-être en septembre prochain sans les outils de travail indispensables à leur formation. En effet, sans qu'il n'y ait eu aucune consultation préalable auprès des étudiants et professeurs de traduction pour éviter un virage trop brusque, l'Université de Montréal en accord avec l'Ecole de traduction a cédé au secrétariat d'Etat son outil le plus prestigieux dans le domaine de la recherche, la Banque de terminologie.

Subventionnée par le vice-rectorat à la recherche, lui-même alimenté par le secrétariat d'Etat, la Banque de terminologie, disposant d'un ordinateur ayant en mémoire plus de 100 000 mots, fait l'envie de plusieurs organismes internationaux. Grâce à sa salle de documentation unique, comprenant des centaines d'ouvrages généraux, des dictionnaires bilingues et unilingues spécialisés en médecine, technique, économie, adminis-

tration, droit, etc., des ouvrages de référence modernes, la Banque de terminologie, et par là-même l'Ecole de traduction qui a payé une bonne partie de ces livres pour assurer une meilleure formation de ses étudiants, a acquis au cours des dernières années une réputation insurpassée au Canada.

DES SERVICES UNIQUES

Quant aux étudiants, ils travaillent quotidiennement à la salle de documentation exigüe de la Banque, située chemin de la Reine Marie, pour effectuer leurs travaux hebdomadaires en traduction. A la suite d'un accord, l'Ecole de traduction avait acheté une grande partie des livres pour contribuer à la formation de ses étudiants. De plus, ces derniers bénéficient actuellement d'un apprentissage unique en recherche terminologique par le biais de l'enseignement des terminologies, récemment devenus fontionnaires en vertu de l'entente intervenue entre Ottawa et l'U. de M.

Grâce au système de classe-

ment par domaines de la salle de consultation, ingénieuse solution pour trouver en peu de temps un ouvrage de référence sur n'importe quel sujet, les étudiants et professeurs peuvent trouver remède à presque tous leurs maux. Tous ces services, accès à la documentation spécialisée, formation professionnelle en terminologie, système de classement, risquent de tomber aux mains du gouvernement fédéral, laissant ainsi professeurs et étudiants dépourvus de moyens de travail.

Les étudiants en traduction conçoivent très bien qu'un projet de recherche qui a atteint le stade de l'exploitation commerciale soit cédé au parrain financier, le gouvernement fédéral. D'ailleurs, il n'entre pas dans les fonctions de l'université de financer un projet en voie de commercialisation, d'autant plus qu'elle n'a pas les fonds nécessaires pour assurer la rentabilité d'une telle entreprise. D'autre part, la Banque de terminologie servira à "secourir" quotidiennement l'es-

saim de traducteurs fédéraux installés à Ottawa. Il semble qu'après avoir rodé le système, le gouvernement fédéral pourrait envisager d'offrir gratuitement les services de la Banque, c'est-à-dire consultation de l'ordinateur au moyen de terminaux, à toutes les entreprises. Chose certaine, l'utilisation par les services fédéraux d'un outil de travail terminologique audacieux est nettement justifiée: Ottawa est l'un des seuls endroits au monde où il se fait tant de traduction entre les deux langues.

DES LIVRES QUI S'ENVOLENT

Les étudiants en traduction ne s'opposent pas au principe de la cession, mais déplorent les conséquences qui en découlent. Au cours d'une assemblée générale, ils ont manifesté leur inquiétude quant à la vente des livres de la salle de documentation. Dans une résolution adoptée à l'assemblée, ils demandent au directeur du Département de linguistique et philologie, auquel est rattachée l'Ecole de traduction [voir partie II sur l'autonomie de l'Ecole], de s'assurer qu'il y ait un centre de documentation valable à la rentrée de septembre.

Or, le directeur du département se borne à répéter que les livres de la salle de consultation ne feront pas l'objet d'une transaction dans le contrat.

Pourtant, au cours des deux entretiens avec le directeur de la Banque de terminologie, il en ressort que les négociations portent effectivement sur la vente des livres. Les étudiants ont d'ailleurs discuté de modalités acceptables pour éviter qu'ils ne se retrouvent les mains vides à la suite de la cession de la Banque. Les étudiants en traduction sont bien conscients que les terminologues convoitent à juste titre les livres de la salle de documentation. A la suite des propos ambigus du directeur du département, les étudiants ne savent vraiment plus à quoi s'en tenir et craignent qu'on soit en train de régler le sort des ouvrages de la Banque sans tenir compte des revendications des étudiants.

Tout porte donc à croire que les livres changeront de mains au cours des prochains mois, si ce n'est déjà fait. Les étudiants suggèrent, d'une part, que l'argent retiré de cette vente retourne à l'Ecole de traduction, puisqu'elle a payé une partie des livres, pour permettre le renouvellement de la documentation, et d'autre part, que les ouvrages épuisés soient photocopiés pour continuer d'avoir accès à des sources précieuses. Toutefois, il y a de fortes chances que l'argent de la vente aille au fond générale de l'université et qu'il n'aboutisse jamais en traduction. On sait

que le gouvernement fédéral subventionne à raison de \$500 par étudiant boursier l'Ecole de traduction. A l'heure actuelle, il est impossible de vérifier si ces subventions parviennent à l'Ecole.

Au cours de ces mêmes entretiens avec le directeur actuel de la Banque de terminologie, membre du comité de négociation, il semble qu'Ottawa envisagerait une autre solution pour dépanner les étudiants. En effet, le gouvernement fédéral, au lieu de payer en argent les ouvrages, renouvellerait gratuitement une partie du centre de documentation, notamment les ouvrages de référence généraux. Les étudiants s'opposent à cette solution puisqu'ils travaillent principalement avec des dictionnaires spécialisés unilingues et bilingues.

PAS DE PROBLEMES

Toujours selon le directeur du Département de linguistique et philologie, les livres ne posent aucun problème. Il arbore d'ailleurs un optimisme surprenant, en affirmant que les livres demeureront la propriété de l'université. Au cours d'une assemblée de professeurs, il a toutefois reconnu qu'on pouvait envisager de prêter ces ouvrages au gouvernement.

Les étudiants en traduction ne sont pas dupes: ils savent très bien qu'un prêt peut être prolongé et se transformer en une vente après quelques années. Les professeurs de traduction, à la demande des étudiants, ont adopté à l'unanimité une résolution portant que la salle de consultation comprenant tous les livres doit rester à l'Ecole de traduction.

Les étudiants en traduction se sentent lésés, parce qu'ils n'ont jamais été avisés officiellement de la cession de la Banque. D'autre part, ils déplorent l'attitude du directeur du Département de linguistique et philologie qui n'a pas encore songé à une solution de rechange, même s'il affirme n'avoir aucun problème en ce qui concerne les livres. En juin prochain, les étudiants craignent que tous les ouvrages de la salle de documentation prennent la route menant au secrétariat d'Etat. Leurs craintes sont davantage justifiées quand on leur apprend qu'une classe du contrat leur donne droit d'accès à la nouvelle salle de documentation du secrétariat d'Etat. Dans toute cette affaire qui se trame dans le plus grand silence, les étudiants semblent n'avoir aucun mot à dire. On les dépossède dans leur dos.

Richard Fortin
Etudiant en traduction
membre du comité sur
l'autonomie
membre du comité de la
bibliothèque



Richard Doyle
Biologie

on est 6 millions
de presque parents,

faut se parler.



4eme CONGRES DE L'ANEQ

Le 4e congrès de l'ANEQ, tenu du 31 janvier au 2 février a laissé nombre de militants perplexes tant par son déroulement que par ses résultats. Tenu dans un climat extrêmement tendu, il a donné lieu à beaucoup d'affrontements et peu de débats. Manifestement, la direction voulait non un congrès d'orientation où un véritable débat dégagerait les perspectives de la période mais une pure scéance d'auto-glorification. A partir du slogan "Préparons-nous à la lutte", la direction actuelle a comparé l'ANEQ à une "armée" rassemblée pour livrer bataille à "l'ennemi" identifié comme "le gouvernement" ou mieux encore "les autorités en place". Il fallait donc non pas critiquer les généraux ni même le plan de bataille mais au contraire écraser sans pitié les éléments "traîtres et scissionnistes"; toute forme de critique était systématiquement attribuée à une volonté de détruire l'ANEQ [l'ANEQ, on est pour ou on est contre] et faisait donc "objectivement" le jeu du gouvernement". Ainsi ceux qui voulaient critiquer la direction actuelle et ses méthodes bureaucratiques étaient accusés de vouloir détruire l'ANEQ ni plus ni moins.

Les quelques délégations identifiées au départ comme opposants de la direction actuelle ont vu converger vers elles des attaques proprement hystériques qui frisaient la propagande haineuse. Les représen-

tants de Maisonneuve par exemple se sont fait traiter de "fascistes" à propos de la lutte contre la CTCUM alors qu'ils ont été à l'origine de la formation du Comité de Lutte des Usagers et de bien d'autres actions contre Drapeau et Hannigan. Plusieurs incidents ont témoigné de la volonté de la direction d'étouffer complètement tous les éléments le moins critiqués: interdiction des tables de littérature, tentative d'empêcher les représentants de Rosemont de filmer les travaux, contrôle strict des déplacements dans la ville du congrès [appliqué d'ailleurs de façon hautement sélective] par un service d'ordre hargneux et pléthorique. Ceux qui veulent lutter dans les écoles et Cegeps contre la discipline hiérarchique se trouvaient fort mal à l'aise dans cet ambiance fort peu démocratique.

Une direction qui dénonce ceux qui ont mené les luttes de la session passée

La direction prétendait placer le Congrès sous le mot d'ordre: "Préparons nous à la lutte". De nombreux participants n'ont pu manquer de constater l'abîme séparant ce mot d'ordre [et la minceur du bilan présenté par la direction de l'ANEQ pour la session passée. Les luttes très importantes menées en au-

tomne, principalement à Montréal [Bill 22, Sociologie, CTCUM] ont donné lieu à une violente controverse entre la direction et les Cegeps et Universités qui s'étaient battus en première ligne et qui se rangeaient comme par hasard parmi les éléments critiques: Maisonneuve, Rosemont, UQAM, parmi les délégations officielles et évidemment le Comité de Coordination à l'U de M.

La direction misant sur son "prestige officiel", sur l'appui inconditionnel d'un certain nombre de délégations et la sous-information des autres [sans parler des "applaudissements" nourris du "service d'ordre"] a tenté d'isoler les éléments critiques pour les dénoncer comme scissionnistes au moyen d'une démagogie "unitaire" et d'une présentation unilatérale des événements de l'automne. La réplique vigoureuse des étudiants visés a obligé la direction et ses partisans à modérer leurs attaques. L'intervention du Cegep Maisonneuve, rétablissant la chronologie exacte de la lutte contre la CTCUM, et détaillant les multiples mobilisations massives et militantes, a coupé court aux attaques hystériques de la direction actuelle de l'ANEQ. Celle-ci n'a pu cacher ses erreurs en particulier lors de la lutte de la CTCUM où elle

a voulu isoler les étudiants des travailleurs et son absence de réaction de solidarité concrète vis à vis des étudiants de sociologie de l'U de M.

Quel soutien au Front Commun?

Le Front Commun a constitué un autre point de clivage entre la direction et les éléments militants. Alors que ceux-ci prennent de plus en plus conscience de la nécessité de lier leur lutte à celle des travailleurs, la direction continue à les séparer, se dédommagement par l'affirmation erronée que la meilleure façon pour les étudiants d'appuyer la lutte des travailleurs est de se battre sur leurs propres revendications. La liaison pour la direction doit s'effectuer par des "représentants" de sommet à sommet. Plusieurs militants ont proposé par contre une mobilisation des étudiants sur des thèmes directement politiques, en coordination avec la stratégie de lutte des travailleurs. Ceci devait se faire sur des thèmes communs, par exemple, contre le gel des salaires, contre les atteintes au droit de grève, contre la rentabilisation, contre la répression. D'après la direction actuelle, la victoire des travailleurs du Front Commun n'aiderait en rien les étudiants[!]. Ceux-ci

doivent donc se battre de leur côté... A cet effet tout un calendrier est prévu par elle pour mener des batailles étudiantes comme si le Front Commun n'existait pas. Que faire en cas de grève des enseignants, du personnel de soutien, pour élargir la solidarité populaire aux syndiqués? A ces questions la direction actuelle de l'ANEQ n'a pas de réponse.

LE COLLOQUE NATIONAL DE L'U DE M:

Les protestations de nombreux étudiants ont éclaté à propos des attaques lancées contre le Colloque National du 13, 14, 15 février à l'U de M. On sait que la direction a lancé un mot de boycott sous prétexte que l'idée de ce Colloque n'avait pas cheminé correctement à travers toutes les instances bureaucratiques de l'ANEQ. C'était une illustration concrète du mot d'ordre "Brisons avec le spontanéisme", qui paraît se ramener pour la direction de l'ANEQ à "Brisons les initiatives de la base" ou plus vulgairement encore "Brisons toutes les oppositions". La direction de l'ANEQ a été incapable de faire entériner son attitude par une nette majorité alors qu'elle se plaît à se dire représentative de tout le mouvement étudiant québécois.

Le niveau déplorable de ce Congrès aura sans doute incité plusieurs délégations à tenir ailleurs les discussions sérieuses que nécessitent l'orientation du mouvement étudiant québécois.

François Moreau

COLLOQUE NATIONAL ETUDIANT A L'U DE M LES 13,14 ET 15 FEVRIER

A la suite de la lutte victorieuse des étudiants de sociologie la session passée, le comité de coordination [COCO] des Sciences Sociales de l'U de M avait décidé de préparer un Colloque National étudiant dont les thèmes centraux de discussion étaient les limites des luttes pédagogiques et la jonction du mouvement étudiant et des travailleurs lors du prochain Front Commun.

Avec de bien faibles moyens d'organisation, le COCO a mis sur pied un comité d'organisation du Colloque National dont les tâches étaient de préparer les journées de discussion [confection de dossiers] et de prendre contact avec tous les Cegeps et Universités du Québec. Le but de ce Colloque était clairement établi: donner un lieu central de regroupement au plus grand nombre possible de militants affirmés ou potentiels du mouvement étudiant, à pro-

pagier des idées et en discuter. Le souci essentiel est de donner le caractère démocratique le plus large possible à cette initiative. Ainsi les invitations concernent non pas des délégués à représentativité parfois douteuse, mais chaque étudiant décidé à se battre pour redonner une vie politique active, à tous les niveaux, à l'ensemble du mouvement étudiant québécois.

Le Colloque National ne sera pas un substitut au Congrès de l'ANEQ, il n'a pas l'intention de créer une nouvelle organisation étudiante nationale, mais de revivifier l'actuel mouvement étudiant au Québec.

Le Comité d'Organisation du Colloque a connu bien des difficultés à faire passer son projet dans les institutions scolaires en dehors de Montréal. En effet la direction de l'ANEQ faisant passer ses propres intérêts avant ceux du

mouvement étudiant a dans un premier temps diffusé un mot d'ordre de boycottage du Colloque par les membres de l'ANEQ à Saint Anne de la Pocatière. De la part de dirigeants nationaux du mouvement étudiant, cette attitude ne peut relever que de l'infantilisme irresponsable. En effet elle ne peut qu'étouffer toutes les initiatives locales ou régionales, sous prétexte que tout doit se décider "en haut".

La tenue du Colloque National sera donc une victoire de la démocratie dans le mouvement étudiant. Ceci cependant n'est pas une fin en soi. Le Colloque National devra aussi apporter des idées neuves au mouvement étudiant dans son ensemble. Les sujets abordés lors des journées de discussion [Bilan des luttes à l'U de M, du mouvement des étudiants contre la hausse des tarifs de la CTCUM, de l'analyse de l'école

de classe, de la centralisation administrative, du rôle des femmes dans le mouvement étudiant, de celui des anglophones, de la jonction étudiants-travailleurs lors du prochain Front Commun...], permettront de donner matière à des propositions d'actions pour le mouvement étudiant dans son ensemble.

A ce Colloque les étudiants de chaque institution seront invités à faire part de leurs expériences de lutte et de leurs idées quant aux actions futures. La participation s'annonce déjà importante aussi bien de la part des membres de l'ANEQ que d'autres qui n'y sont pas représentés.

Le Colloque National a déjà reçu la confirmation de l'envoi d'une délégation par l'Université du Québec à Montréal [AGEUQAM], les Cegeps Saint-Laurent, Maisonneuve, Rosemont, Andre-Laurendeau, Bois

de Boulogne. Par ailleurs, l'Université au Québec à Trois-Rivières, les Cegeps de Thetford Mines, de Shawinigan, Lionel Groulx, Sherbrooke, Trois-Rivières, Tracy-Sorel seront également présents. Du côté anglophone viendront des étudiants de Sir George Williams et du Cegep Dawson. D'autres institutions confirmeront leur participation dans le courant de cette semaine.

La participation la plus large, non seulement en nombre, mais en idées est requise pour faire de cet événement un succès. Ce sera une garantie pour l'avenir de ne pas voir le mouvement étudiant rester en dehors de la vie sociale et politique, en dehors des luttes du peuple québécois.

Sylvie Bouchard [Comité d'organisation du Colloque National]

En fin de semaine avait lieu le IVe congrès national de l'A.N.E.Q. à Ste-Anne de la Pocatière. Nous étions trois délégués officiels de l'U. de M. [2 pour le F.C.A.-E.C.U.M. et 1 pour le CoCo des Sciences Sociales] et nous sommes tous d'accord pour dire qu'il y régnait un climat survolté dû à deux lignes de pensées très opposées. Il y avait de la part des membres du C.C. et de certains C.E.G.E.P.s une rigidité telle vis-à-vis certains groupes également membres de l'A.N.E.Q. ou simplement observateurs que

tout échange d'idées ou toute critique était pratiquement impossible. Je ne sais si cette attitude était justifiée de la part du C.C., s'il ne se sentait pas assez fort pour accepter les critiques; cependant, ce n'est certes pas de cette façon qu'ils formeront une A.N.E.Q. unie et constructive. A la fin de ces deux jours de congrès, certaines personnes qui n'avaient pas d'allégeance politique bien précise et qui venaient au congrès pour bâtir une A.N.E.Q. forte qui défendait les droits et intérêts des étudiants qu'elle

représente, ont dû se demander ce qui de passait. J'ai discuté avec des étudiants qui, pour la plupart, venaient de l'extérieur de Montréal et ils semblaient d'accord pour dire qu'un certain fanatisme se dégageait de cette fin de semaine et se demandaient jusqu'à quel point cela pouvait unifier ou désunifier l'A.N.E.Q. Malgré tout, une note d'encouragement semble ressortir de cette fin de semaine. En effet, les universités et certains C.E.G.E.P.s semblent vouloir tendre vers une critique plus constructive et

objective de l'A.N.E.Q.

Les différentes opinions des délégués officiels et délégués observateurs furent données au 1er point à l'ordre du jour après le discours du secrétaire général. Le thème était: "Débat général sur la situation actuelle dans le mouvement étudiant". A ce point, beaucoup ont critiqué le fait que l'information n'est pas acheminée de façon assez détaillée vers les membres de la base et ceux-ci en contre-réaction ne sont pas aussi militants qu'ils le devraient. Pourquoi? Où se

situe le problème? En haut ou à la base? Probablement des deux côtés. Ce débat général a pris un peu plus de la moitié du temps du congrès et il restait à peine quelques heures pour discuter les résolutions du C.C. et celles de l'assemblée au IVe congrès national.

En conclusion, il y a beaucoup de travail à faire pour unifier les membres de l'A.N.E.Q. et lui donner l'image d'une association étudiante véritable.

Rita Jussaume
délégué du F.C.A.E.C.U.M.
au IVe congrès national
de l'A.N.E.Q.

Malgré les excuses du CoCo le congrès de l'ANEQ boycotte le colloque.

Je vais tenter d'éclaircir le mystère qui tourne autour du colloque du CoCo à l'aide de faits.

Je dois dire avant de commencer que je sais, à l'avance, que des gens vont croire que je suis un "traître" sans même avoir lu ou entendu ce que j'ai à dire. J'espère simplement que les autres sauront me juger avec plus d'objectivité.

NAISSANCE DU COCO:

Cet automne, le conflit au département de sociologie qui opposait les étudiants et l'administration de l'U. de M., amena certains étudiants de ce département à chercher des appuis hors du département. L lançant l'appel lors d'assemblées générales de la "FAS" [faculté d'art et sciences], ils ont réussi à sensibiliser des étudiants de divers départements concernant leurs problèmes de nature pédagogique. Sur la base d'"intérêts communs" et également, le besoin pressant de s'organiser, il fut résolu de former un comité de coordination de la lutte: le CoCo.

Naissant, au sein d'une lutte spontanée, où règne, généralement, une certaine confusion dans l'esprit de la majorité des étudiants face à une agitation subite, il fut décidé que le CoCo serait constitué de deux délégués pour chaque département de la F.A.S., contrairement à l'idée première de faire du CoCo un "comité large et ouvert" [sic].

Il est nécessaire de spécifier, que le mouvement, ayant ces principaux appuis en sciences sociales, porte, malgré tout, le titre pompeux de CoCo de la FAS sur la base d'une "certaine confusion" régnant autour du fait que les assemblées générales étaient convoquées au nom des étudiants de la F.A.S. et qui y participaient les étudiants du département de mathématiques, seul département de sciences qui a participé au CoCo, et qui, de toute façon fait déjà parti d'une organisation; l'A.E.S. [assoc. des étudiants en sciences] qui a une tradition et existe depuis plusieurs

années.

Il est important de mentionner tous ces faits pour jeter la lumière autour de la confusion manifeste à travers laquelle naquit le CoCo, de façon subite et spontanée.

IDEE D'UN COLLOQUE NATIONAL:

Lors d'une réunion du CoCo, où j'étais présent, fut lancée l'idée d'organiser un "colloque national" sur la pédagogie, sur la base de l'intérêt manifeste des étudiants pour les questions d'ordre pédagogique.

Il fut alors souligné qu'il existe effectivement une association nationale des étudiants du Québec, l'ANEQ, qui a dans ses cadres un comité de pédagogie pouvant organiser une telle rencontre. Etant représentant du FCAECUM [front commun des associations étudiantes du campus de l'U. de M.], j'ai souligné ce fait et le fait que le FCAECUM avait la possibilité de faire des démarches pour lancer l'appel à l'ANEQ.

On me répondit que le CoCo était en mesure d'organiser cette rencontre, et que le comité organisateur pouvait lancer l'appel à l'ANEQ, lui-même.

Ayant encore les idées confuses à l'époque et devant le fait que le FCAECUM s'était trouvé affaibli cet automne, je n'ai pas insisté. Cependant, je rappellerai que ceux qui menaient la lutte de socio et par conséquent, les débats au CoCo, sont les mêmes individus qui s'opposaient farouchement à l'organisation des étudiants du campus et de tout le Québec, tout au long de l'année dernière. Ces mêmes individus, sont revenus cet automne, avec une position mystérieusement modifiée devant le fait que l'ANEQ était fondée et que de ce fait, les étudiants s'organisaient malgré leur opposition. Leur nouvelle position était l'ANEQ, oui, mais en lutte, revendiquant la nécessité du spontanéisme pour "organiser" les étudiants. Une telle ligne va clairement à l'encontre de l'idée d'organisation, puisque lorsque vous luttez, vous n'avez

pas le temps de vous organiser pour prendre conscience de la situation réelle.

Ceci est clairement démontré par l'expérience même de l'ANEQ, et de d'autres organisations expérimentales telles, l'A.E.P., l'A.E.H.E.C., etc.

Revenant au colloque "national" sur la pédagogie du CoCo, le comité formé pour organiser le colloque fut dûment mandaté sur la "base d'intérêts communs" pour inviter l'ANEQ.

Une lettre formelle fut dûment envoyée à la majorité des institutions du Québec pour les inviter au colloque, et "ainsi, sonder l'intérêt réel de celle-ci". "Malheureusement," on a "oublié" de sonder l'ANEQ.

Un oubli fâcheux qui va coûter cher, très cher au CoCo, et surtout aux individus qui tentent d'y gagner trompeusement une certaine crédibilité.

Alors que les étudiants de géographie trouvaient les moyens de venir au Conseil Régional de l'ANEQ, empiétant sur le "terrain" du CoCo, le CoCo n'a jamais su faire parvenir d'invitation officielle à l'ANEQ.

PARTICIPANTS AU COLLOQUE:

En fin de semaine, les délégués du CoCo, prenant la parole au IV congrès de l'ANEQ, présentent leurs excuses, soulèvent "l'erreur" et invite les membres de l'ANEQ à participer au colloque.

Les intervenants se succèdent au micro. Une confusion évidente règne parmi les délégués, certains étant en faveur du colloque, et d'autres carrément contre. Rosemont, tente de nous prendre aux "trippes"; l'UQUAM réplique qu'eux, ils avaient été informés et participeraient [Ah! Ah!; mystification].

Il est important de souligner que le comité d'organisation du colloque s'étant élargi, les institutions qui participent maintenant à l'organisation du colloque sont l'UQUAM, Maisonneuve, CoCo de l'U. de M.,

St-Laurent et que ces institutions sont toutes contrôlées par les mêmes individus que j'ai mentionné plus haut qui défendent le principe du spontanéisme et de la désorganisation continue.

On tente de répliquer que d'autres institutions membres de l'ANEQ, avaient déjà organisé des rencontres semblables; TLM [technique de laboratoire médical], RIU [rencontre inter-universitaire], FAEIQ [Fédération des étudiants en ingénierie du Québec]. On répondra que le CoCo n'est pas membre de l'ANEQ!??

MON INTERVENTION

Mon intervention visait, comme délégué officiel de Polytechnique, à citer sommairement quelques uns de faits ci-hauts. Poly s'est abstenu de prendre position et "ne présumait pas des intentions des organisateurs du colloque" officiellement.

J'ai souligné le fait que s'il existe tant de méfiance de la part des délégués au IV Congrès de l'ANEQ, c'est que celle-ci a subi de multiples assauts répétés de la part d'individus dont le congrès doute fortement de l'intégrité.

LE VOTE:

Le vote fut pris et enregistré comme suit:

POUR
UQUAM
Shawinigan
Rosemont
Lionnel-Groulx
ITA
Cegep Sherbrooke
Trois-Rivières
UQTR

CONTRE

Ahuntsic
CVM
Alma
André Grasset
Bois de Boulogne
Hull
La Pocatière
Lévis-Lauzon
Marguerite-Bourgeois
Rimousky
St-Hyacinthe

St-Jean
Sept-Iles
ABSTENTION
Poly
Lévis
HEC
Concordia
Joliette
Ste-Foy
Laval

L'appel est donc lancé pour boycotter le colloque "national" du CoCo, auquel on avait d'ailleurs ajouté au programme la question du Front Commun inter-syndical de façon mystérieuse, encore une fois, puisque l'ANEQ traite de ces questions dans son programme.

La participation libre au colloque sera faite sur une base institutionnelle.

DEMYSTIFICATION:

Pour ma part, je peux dire que le IV Congrès de l'ANEQ, fut réussi et me permis de sortir de la confusion dans laquelle je baignais; démystifiant le rôle que joue certains individus dans le mouvement étudiant.

Il n'y a donc pour moi que trois types d'étudiants: ceux qui savent où ils vont parce qu'ils ont compris; ceux qui sont confus, qui sont pris par les sentiments, et finalement ceux qui utilisent les sentiments qu'ont les gens pour manipuler les étudiants à des fins déplorables.

Pierre-Jean Lafleur
Vice-président externe
de l'A.E.P. [Poly]
Coordonnateur du FCAECUM
[U. de M.]
Etudiant en génie géologique
[Poly]
Délégué officiel de Poly à
l'ANEQ.

P.S. Les sujets au programme du colloque sont tous inscrits au programme officiel de l'ANEQ. ORGANISON-NOUS pour une lutte comme face à un ennemi commun: Le gouvernement.

VIVRE L'ANEQ
BRISONS AVEC LE
SPONTANEISME!
DEVELOPPONS LE FACTEUR
CONSCIENT!

SOUTENONS

Les syndiqués sont invités à se priver temporairement des bières Molson, Laurentide et Canadian, pour permettre à plus de 200 travailleurs d'éviter l'amputation de leurs doigts ou de leurs mains.

La famille Molson est en effet propriétaire de Vilas Furniture, une usine de meubles de Cowansville où 364 travailleurs, en grève depuis le 29 juillet dernier pour l'abolition du plan boni, se heurtent au refus systématique de la compagnie.

L'existence de cette prime à la production provoque des cadences de travail telles qu'il y a chaque mois cinq ou six accidents assez sérieux pour justifier des absences et que dans le seul service de la coupe du bois, la moitié des travailleurs sont déjà amputés d'un doigt ou d'une main. Cette situation rappelle la célèbre grève chez Ayers, à Lachute, il y a quelques années.

Le plan d'esclavage

Le processus du plan boni est le suivant: pour chaque tâche sur la chaîne de production, la compagnie alloue une période de temps officielle et ceux qui l'exécutent plus rapidement reçoivent, outre le salaire de-base, 40% de plus.

Cette épée de Damoclès accule les ouvriers à des cadences insoutenables pour sortir du salaire minimum multiplie les accidents [5 morts depuis l'ouverture de l'usine], et dessert les ouvriers fatigués ou vieillissants, qui ne peuvent plus tenir le coup.

Bien plus, la compagnie abaisse constamment son chronométrage officiel, dès qu'un

grand nombre s'y ajustent, de sorte que certains, qui n'y arrivent pas, ont des baisses de salaire: l'un d'eux, qui a dix années de service, est ainsi passé de \$117 à \$100 par semaine.

Le plan boni provoque aussi des dissensions et des déplacements injustes sur la chaîne de production parce que les plus lents ralentissent les suivants qui ne parviennent plus à devancer le chronométrage même s'ils sont eux-mêmes rapides.

Pour survivre

Le plan boni touche environ les deux tiers des employés qui se font ainsi, en moyenne, \$3.85 l'heure. Les autres, qui ne sont pas sur la chaîne de production, reçoivent \$2.83 l'heure. Avant la grève, une certaine d'employés, dont certains ont 20 ans de service, gagnaient \$2.60 l'heure [le salaire minimum].

Le syndicat [CSN] réclame le remplacement du plan boni par un salaire horaire fixe, rajusté du 40% déjà acquis, plus une hausse uniforme pour tous de \$1.95 l'heure en deux ans et l'indexation au coût de la vie.

Toutes les autres clauses sont à peu près réglées, mais la compagnie refuse depuis le début de la grève de négocier l'abolition du plan boni, qu'elle veut maintenir parce qu'il lui permet un contrôle absolu des ouvriers.

Quant au boycottage, il a déjà commencé dans la région: la publicité Molson a disparu des débits de boisson et le représentant régional de la compagnie ne commande plus les événements sportifs.

LE

BOYCOTTAGE

MANIF

Soutenons la lutte des travailleurs contre Vilas

(Propriété de MOLSON)



Boycottons-la!

Manifestation à Cowansville lundi 9 février.
Départ: Café-Campus à 5:30 en autobus.

Départ: du 1001 St Denis [CSN] à 6:30 en autobus

VILAS

TAPPE TOI UNE BROUÈ!



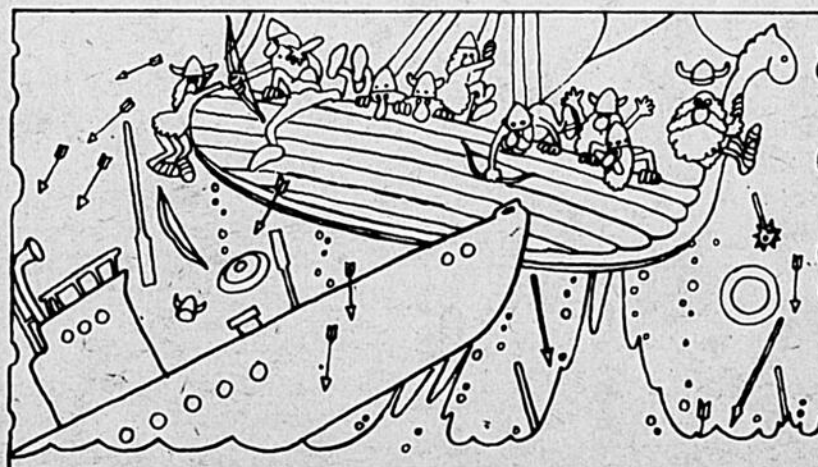
L'incola

PUBLICITE

ESPACE DISPONIBLE

- 1500 pi. carrés sur Côte-des-Neiges près du campus.
- Chauffé
 - Plafond suspendu
 - Eclairage moderne
 - Plancher en tuiles
- Emplacement idéal pour bureaux, clubs, activités sociales, manufactures ou ateliers.

**DISPONIBLE DES MAINTENANT
TAUX INFÉRIEUR AU MARCHÉ
POUR RENSEIGNEMENTS: DAVE LEVINE 861-5677.**



LA BIÈRE GLORIEUSE DE COPENHAGUE

HISTOIRE: BILAN D'UNE SEMAINE DE REFLEXION

La session d'automne a vu naître des mouvements de contestation dans quasi tous les départements dont histoire. Début octobre, les étudiants du département d'histoire se dotaient d'une association et passaient aux revendications d'une façon précipitée. L'appui au conflit de sociologie, l'injonction et les courants d'idée divergents créèrent de profondes dissensions au sein même de l'association, dissensions auxquelles la majorité silencieuse ne fut pas étrangère. Enfin, l'imbroglie atteint son summum lorsque sociologie réintégra ses cours à la suite de compromis avec l'administration. Les étudiants d'histoire se trouvèrent devant une impasse propice au défilement des différentes factions d'opinion lors des assemblées générales. Le retour au cours s'avéra la solution facile qui laissa cependant un malaise chez tous les étudiants.

On ne pouvait en rester là. A preuve, quelques deux-cents étudiants entérinaient le texte d'une pétition réclamant la tenue d'une semaine d'étude. Le malaise, on voulait le définir avant de l'affronter. Fort de cet appui, le comité d'organisation de la semaine d'étude réclama, avec succès, la suspension

des activités académiques du 12 au 16 janvier afin de permettre aux étudiants de participer pleinement. On semblait vouloir repartir en "grande" en histoire.

Quelle ne fut pas la déception de ceux qui avaient placé beaucoup d'espoir et de travail en ce projet en constatant le faible nombre de participants [une cinquantaine d'individus]. Où étaient les cent-cinquante autres signataires? les quelques cent-vingt autres étudiants du département? Qu'importe, malgré cela les discussions furent sérieuses et énormément profitables aux participants. Mais les divisions de la première session devaient se perpétuer à travers la semaine. Situons donc le débat.

Globalement, le "contentieux" idéologique se résumait en une dualité conceptuelle. D'une part, il y avait le besoin, impulsif sous certains aspects, de mettre de l'avant des réformes dans le but de changer la configuration du programme et des cours en eux-mêmes. Nous disons impulsif car pour beaucoup, même s'il apparaissait évident que la salade qui nous était offerte avait un arrière-goût on ne peut désagréable, les solutions de rechange, elles, se perdaient en considérations é-

vasives. On tablait sur diverses façons de réformer: cours à caractère marxiste, meilleure préparation méthodologique, etc. . . Donc, de ce côté, un solide désir de changement, certes, mais très faiblement étayé par des programmes réformistes incohérents.

D'autre part, nous avons une prise de conscience beaucoup plus élargie du milieu universitaire. Elargie dans le sens que les souteneurs de cette vision intégraient l'action étudiante au sein de la lutte que mène une large fraction de la population contre le système établi. Autrement dit, ayant reconnu que l'université faisait partie de la superstructure du contexte socio-économique actuel et étant par là un instrument puissant de reproduction de ce système, leur méfiance vis-à-vis les mouvements réformistes s'asseyait sur: a) le fait qu'il est impossible que l'establishment concède aux étudiants la possibilité d'évoluer dans une université qui serait l'antithèse de notre monde, b) qu'ensuite, jusqu'à quel point des réformes visant à de meilleurs cours dans le cadre du système actuel satisfaisaient les aspirations de ceux qui veulent changer un tant soit peu cette société car, pour les

souteneurs de cette thèse, de meilleurs cours équivalaient à une diminution proportionnelle de la critique du système, donc, une meilleure récupération des individus par ce dernier. On prônait donc une conscientisation en milieu universitaire parallèle à ce dernier afin d'acquiescer en ces lieux privilégiés une formation critique apte à remettre en question ce monde.

Deux tendances quasi irréconciliables. D'un côté, des réformes à l'intérieur du cadre actuel sont senties comme urgentes. De l'autre, c'est le chambardement total du cadre en question qui apparaît comme urgent d'où le raisonnement qui veut que l'on doive changer les rapports de force au sein de la société si l'on veut changer l'université et globalement le système d'éducation, les liens de dépendance entre les deux étant à sens unique.

En conclusion, que ressortir du bilan de cette semaine "historique". D'abord, l'aspect positif: même si les factions sont restées fermement sur leurs positions idéologiques, le brassage d'idées qui a pris place durant ces cinq jours a contribué, d'une part, à augmenter la compréhension entre les diverses positions, d'autre part, à changer tangiblement

l'attitude des participants face à "l'enseignement" qui nous est si généreusement prodigué.

L'aspect le plus négatif de cette semaine fut le peu de participants. Partant du principe que la solidarité ne naît pas du désir d'une minorité au sein d'un groupe mais bien d'un besoin inhérent à une collectivité, c'est à se demander si la collectivité du département d'histoire ressent véritablement un besoin de changement. On se rend compte que plusieurs, la majorité, ont la malhonnêteté de laisser des "chèques en blanc", de se décharger de toute responsabilité, même celle de venir donner son avis. On est d'accord pour que quelques uns "organisent" une semaine de réflexion, mais on n'est pas d'accord pour participer. Finalement, les étudiants veulent-ils de l'association qu'ils se sont donnée? On est toujours prêt à profiter, pour ce qui est de travailler, c'est autre chose! L'histoire, pour la majorité des inscrits, n'est-elle vraiment que la porte d'entrée arrière pour la Fac. de droit? . . .

Le Comité d'Organisation
de la Semaine d'Etude,
Histoire
JEAN-GERARD FILION
SUZANNE MAJOR
PIERRE MOREAU
GILLES C. TETREAU

DERNIERE HEURE: NEGOCIATIONS — CAMPUS

Nous apprenons en dernière heure que les offres salariales des patrons des universités du Québec [table sectorielle], sont sorties la semaine dernière. Ces offres concernent cependant que les secteurs métier et service, omettent les secteurs bureau, technique et professionnel.

Les caractéristiques de ces précédentes offres révèlent clairement les tactiques du gouvernement. Le jeu de la division entre travailleurs est démontré par le pourcentage différent dans les offres salariales gouvernementales pour ce que est des secteurs ci-haut mentionnés, ainsi que par un net décalage salariale entre employés et employées. La discrimination sexuelle semble être à l'enjeu des négociations pour la partie patronale.

De plus, aucune hausse d'indexation, et aucune réduction des écarts entre hauts et bas salariés, ne sont apparus dans

ces offres. Ce qui va manifestement à l'encontre des demandes de base du Front commun.

De leur côté les employés de l'U de M. ont fait circuler la semaine dernière une pétition à l'endroit du vice-recteur Larose, ayant pour but de faire accélérer les négociations. La réponse du vice-recteur à cette pétition fut de révéler que le gouvernement avait le budget pour répondre aux demandes du secteur métier mais non pour les autres. Etait-ce encore une fois assez clair???

De toutes façons, "Volume 58" continuera d'informer la "communauté universitaire" sur les négociations en cours dans ses prochains numéros, car les rapports de force employés-administration semblent se préciser de plus en plus.